Bonjour,

En réponse à vos questions, il est important de rappeler que la Direction et le personnel de la maison de retraite médicalisée « Les Parents » sont choqués par les accusations portées ainsi que par les amalgames et contre-vérités proférés par quatre salariées ou anciennes salariées de l'établissement. Les faits allégués sont particulièrement graves et ne peuvent rester sans réaction.

Les propos tenus sont de nature à remettre en cause la réputation de l'établissement et n'ont d'autre objectif que la volonté de nuire.

A la suite de la diffusion de reportages, la direction de l'établissement a reçu plus de 40 témoignages de salariés (sur un total de 55) et plus de 15 témoignages de familles de résidents qui sont choqués des propos qui ont été tenus ont été reçus.

Ci-dessous les réponses aux questions que vous posez :

- Confirmez vous que deux employées ont été licenciées en décembre, avec notamment pour motif "insubordination" ? Y-a-t-il un ou plusieurs autres motifs ?

Ces deux employées ont été licenciées pour faute grave. La notification de leurs licenciements respectifs a été faite le 5 décembre, soit avant la diffusion de l'émission de France Culture.

Si la décision de licenciement a été prise c'est parce que ces deux personnes n'avaient pas le comportement adéquat.

Ces deux personnes ont été convoquées à un entretien préalable à la mi-novembre. Les entretiens préalables ont eu lieu les 29 et 30 novembre, soit bien avant les témoignages publics qui ont été faits.

- Confirmez-vous que cette "insubordination" a été caractérisée, dans le cas de Hella K., suite à un différend avec son cadre portant sur un "protocole d'incontinence" décroché d'un mur par la salariée ?

- Confirmez-vous qu'aucune des deux salariées licenciées n'avaient jamais fait l'objet d'avertissement ou de blâme ?

Nous ne pouvons vous donner davantage de détails sur ces éléments personnels, qui n'appartiennent pas au domaine public.

Et plus globalement :

- Selon nos informations, l'entreprise Korian attaque en diffamation 4 de ces salariées, serait-il possible de connaître les éléments jugés diffamatoire ? Serait-il possible d'avoir accès à une copie de la plainte ou d'extraits ?

L'établissement les Parents a déposé plainte pour diffamation et dénominations calomnieuses le 16 décembre en lien avec les propos tenus lors de l'émission de France Culture. À ce stade l'enquête est en cours.

- Plusieurs salariées évoquent des conditions de sous-effectifs chroniques, avec notamment 2 aide-soignantes pour 20 résidents atteints de démences, 1 en cas d'absence ou de pause. Confirmez-vous que ces situations sont régulières ?

L'établissement compte 55 salariés dont 24 aide-soignants, 6 infirmiers, un médecin coordonnateur et un ergothérapeute. Le nombre de soignants au regard des effectifs de l'établissement (95 lits) est en ligne avec les standards de notre secteur d'activité.

Les effectifs des établissements EHPAD sont déterminés en concertation avec les autorités publiques (ARS et Conseil départemental). Dans le cas de l'établissement les Parents,

l'établissement a été au delà de ces recommandations avec près de 2 équivalents temps plein supplémentaires par rapport à ce qui est prévu avec l'ARS.

- Dans l'émission diffusée sur France Culture, le mot de "maltraitance" est utilisé, ces salariées estiment qu'en raison des contraintes de temps et de moyens imposées, elles ne peuvent pas faire autrement que de "bâcler" leur travail et de ne pas toujours être en mesure d'assurer la sécurité et la dignité des résidents. Quel commentaire souhaiteriez-vous faire à ce sujet ?

La maltraitance est intolérable et l'établissement veille de manière extrêmement vigilante à la prévenir. Toute suspicion de maltraitance fait l'objet d'un signalement obligatoire interne et externe (auprès de l'ARS) et par précaution le collaborateur impliqué est mis à pied à titre conservatoire.

Le nombre de soignants présents dans les EHPAD sont déterminés en concertation avec les autorités publiques (ARS et Conseil départemental). Dans le cas de l'établissement « les Parents », l'établissement a été au delà de ces recommandations avec près de 2 équivalents temps plein supplémentaires par rapport à ce qui est prévu avec l'ARS.

La direction de l'établissement comme les salariés ont l'objectif commun d'assurer la bonne prise en charge, la sécurité des résidents de l'établissement et la qualité de vie au travail. Cela passe par la mise en place de la bonne organisation de travail avec les équipes. Dans cet objectif, l'établissement a organisé plusieurs réunions de travail depuis août 2016 avec les délégués du personnel et les salariés. Une nouvelle organisation a été mise en place en septembre et fin janvier un cabinet ergonomiste indépendant interviendra pour finaliser l'organisation du travail au sein de l'établissement.

- Une salariée explique avoir été encouragée par sa hiérarchie à ne pas consigner un incident survenu pendant son service dans un rapport de transmission, cette situation vous semble-t-elle possible ? Quel moyens de contrôles peuvent être mis en place pour éviter ce genre de situation pouvant, à l'extrême, être perçues comme des pressions ou du harcèlement ?

Là encore il y a une déformation de la situation : suite à la lecture de transmissions n'ayant pas de liaison avec le dossier informatisé du résident, la direction de l'établissement a indiqué à la salariée que tout autre sujet devait faire l'objet d'une fiche d'évènement indésirable. Il s'agit de 2 circuits distincts de transmission de l'information.